



## Les comptes de la Nation en 2014

### Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

**E**n 2014, la croissance de l'économie française est faible : le produit intérieur brut en euros constants progresse de 0,2 %, après + 0,7 % en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement. En revanche, le recul de l'investissement s'accroît. Les importations progressent à un rythme plus soutenu que les exportations, de sorte que les échanges extérieurs contribuent négativement à la croissance. L'augmentation du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est essentiellement due au dynamisme des prestations sociales en espèce et des revenus d'activité ainsi qu'au ralentissement des impôts. Le pouvoir d'achat par unité de consommation progresse à nouveau après trois années de recul. Le taux d'épargne des ménages se redresse, alors que le taux de marge des sociétés non financières atteint un point bas.

Étienne Debauche, Franck Arnaud, Thomas Laurent, département des Comptes nationaux, Insee

En 2014, le produit intérieur brut (PIB) croît de 0,2 % en euros constants, après deux années de croissance modérée (+ 0,2 % en 2012, + 0,7 % en 2013, *figure 1*). La production industrielle en volume continue de baisser en 2014 (- 0,3 %, comme en 2013). Elle demeure inférieure de 9,5 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. La production manufacturière croît à nouveau (+ 0,3 % après - 0,5 % en 2013), alors que le secteur énergétique est en net repli (- 3,5 % après + 0,7 %). La production des branches de services principalement marchands accélère (+ 1,2 % après + 0,6 %), en particulier dans l'information-communication (+ 2,1 % après + 1,3 %) et les services aux entreprises (+ 1,5 % après + 0,5 %). Dans la construction, la baisse de la production s'amplifie (- 2,1 % après - 0,5 % en 2013).

#### La consommation des ménages continue de croître

Les dépenses de consommation des ménages continuent de croître en 2014 (+ 0,6 % en euros constants, après + 0,4 % en 2013). Le rebond de la

consommation en biens manufacturés (+ 0,6 % après - 0,8 %) est imputable à l'inflexion des achats d'automobiles (- 0,2 % après - 5,3 %) et à l'accélération des dépenses en biens d'équipements qui retrouvent leur croissance de long terme (+ 7,6 % après + 4,6 % en 2013).

Les dépenses de services ralentissent légèrement (+ 0,6 % après + 1,0 % en 2013), notamment dans l'information-communication (0,0 % après + 4,0 %) et dans les services non marchands (+ 1,5 % après + 3,1 %). Les dépenses d'hébergement-restauration (- 0,9 % après - 1,4 %) et

#### 1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014			
	2012	2013	2014	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>2132,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>
Importations	0,7	1,7	3,8	651,1	- 2,4	1,3	- 1,2
<b>Total des emplois finals</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>2783,5</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>
Consommation effective des ménages dont : dépense ce consommation	0,2	0,6	0,9	1516,8	0,0	0,9	0,7
- des ménages	- 0,3	0,4	0,6	1139,0	0,0	0,6	0,3
- individualisable des administrations	1,7	1,6	1,9	333,5	0,1	2,0	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	182,4	- 0,1	0,7	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	- 0,6	- 1,2	462,5	0,0	- 1,2	- 0,3
- entreprises non financières	- 0,2	0,5	2,0	258,1	- 0,3	1,7	0,2
- ménages	- 2,1	- 1,5	- 5,3	105,2	1,4	- 3,9	- 0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	- 6,9	78,6	- 0,5	- 7,3	- 0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	- 0,6	0,2	0,2	10,0	///	///	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	611,8	- 0,9	1,4	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

celles de services aux ménages (-0,4 % après -0,9 %) continuent de diminuer. Les dépenses en énergie-eau-déchets (notamment de gaz et d'électricité pour le chauffage) chutent en 2014 (-8,7 % après +2,1 %) du fait notamment de températures exceptionnellement clémentes. Enfin, la consommation des touristes français à l'étranger augmente fortement, contribuant à la hausse de la consommation des ménages à hauteur de +0,4 point (après une contribution nulle en 2013).

En 2014, les dépenses de consommation des administrations publiques ralentissent (+1,5 % en euros constants après +1,7 %), malgré l'accélération des dépenses de santé (médicaments et soins - *bibliographie*).

### L'investissement des ménages et des administrations amplifie son recul, mais celui des entreprises progresse de nouveau

La formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques recule de nouveau en 2014 (-1,2 % après -0,6 % en 2013) et reste ainsi inférieure de 6,7 % à son niveau de 2007. Cette dégradation est imputable aux ménages (-5,3 % après -1,5 %), dont l'investissement dans la construction chute, mais aussi au net recul de l'investissement des administrations publiques (-6,9 % après +0,1 %), particulièrement dans les matériels de transport et la construction (génie civil et bâtiments).

En revanche, l'investissement des entreprises non financières accentue sa progression (+2,0 % après +0,5 %), notamment grâce à la nette reprise dans les matériels de transport (+4,2 % après -1,7 %) et les services d'information-communication (+2,2 % après -0,1 %), ainsi qu'à l'accélération dans la construction (+3,0 % après +1,2 %). L'investissement des entreprises financières rebondit (+6,0 % après -15,3 %).

Les décisions des entreprises influent également sur l'activité *via* leur comportement de stockage. En 2014, les entreprises ont davantage stocké qu'en 2012 et 2013 de sorte que les stocks contribuent positivement à la

croissance du PIB, à hauteur de 0,2 point (comme en 2013 ; *figure 2*). Au total, en 2014, l'investissement des entreprises et le stockage contribuent à hauteur de +0,5 point à la croissance du PIB, après +0,2 point en 2013.

### En 2014, les importations progressent plus vite que les exportations

En 2014, les importations en volume accélèrent (+3,8 % après +1,7 %), plus rapidement que les exportations (+2,4 % après +1,7 %), de sorte que le commerce extérieur contribue négativement à l'activité, à hauteur de -0,5 point de PIB, après une contribution nulle en 2013. En valeur, le solde extérieur est toutefois stable car le prix des importations baisse sensiblement plus que celui des exportations, sous l'effet notamment de la baisse du prix du pétrole. La hausse des importations en volume concerne principalement les biens d'équipements et les autres biens manufacturés, notamment les produits pharmaceutiques. Le dynamisme des exportations est dû avant tout aux autres biens manufacturés et aux services aux entreprises.

### Le pouvoir d'achat des ménages progresse

En 2014, le revenu disponible brut des ménages progresse de +1,1 % en valeur (après +0,7 % l'année précédente ; *figure 3*). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale est stable (contre +0,8 % en 2013), du fait notamment de la baisse des prix de nombreux produits manufacturés (particulièrement les biens d'équipement) et des hydrocarbures. En revanche, le prix de certains services (construction, restauration) accélère en 2014 suite au relèvement de 7 % à 10 % de la TVA à taux réduit. Le pouvoir d'achat du revenu disponible augmente donc comme le revenu disponible (+1,1 %, après -0,1 % en 2013). Cette évolution est mesurée sur l'ensemble des ménages. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de

consommation) augmente de 0,7% en 2014, après avoir diminué les trois années précédentes. En 2014, la croissance du revenu disponible brut (+1,1 % en valeur) s'explique par le dynamisme des prestations en espèces (contribution de +0,8 point) et des revenus d'activité (+0,7 point). Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine contribuent à la baisse (-0,2 point) mais de façon moins marquée qu'en 2012 et 2013.

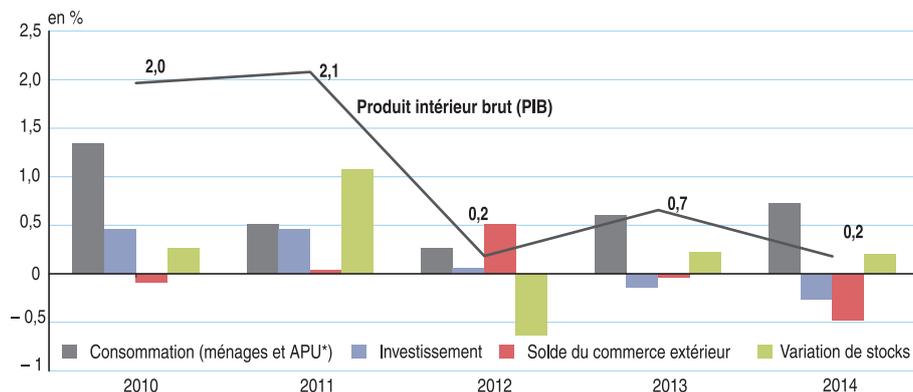
En 2014, les dividendes perçus par les ménages restent dynamiques (+4,0 % après +3,4 % en 2013). En revanche, les revenus de la propriété attribués aux ménages *via* leurs contrats d'assurance vie diminuent fortement (-8,0 % après +4,5 % en 2013) en raison de la baisse des rendements des placements des assureurs. Par ailleurs, la poursuite de la baisse des taux interbancaires accroît les marges réalisées par les banques sur les crédits immobiliers souscrits par les ménages et pèse sur l'excédent brut d'exploitation dégagé par les ménages propriétaires de leur logement.

La masse salariale nette reçue par les ménages progresse de 1,3 %, après +0,5 % en 2013. Cette accélération reflète la modeste reprise de l'emploi (+0,3 % après -0,2 %) alors que le salaire moyen brut par tête progresse au même rythme qu'en 2013 (+1,2 %). *A contrario*, le revenu mixte des entrepreneurs individuels reste orienté à la baisse (-1,2 % en 2014 après -1,0 % en 2013).

En 2014, les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages augmentent modérément (+1,4 % après +4,3 % en 2013). Contribuent notamment à cette hausse la contribution sociale généralisée, la taxe d'habitation, ainsi que l'impôt de solidarité sur la fortune qui augmente suite aux recouvrements effectués par le service de traitement des déclarations rectificatives. Les prestations sociales reçues par les ménages ralentissent (+2,3 % après +2,8 %). Les prestations d'assurance chômage de l'Unédic augmentent moins rapidement qu'en 2013 (+1,9 % contre +5,7 %) du fait d'une conjoncture du marché du travail moins dégradée. Les prestations versées par la branche vieillesse décélèrent également en raison du gel des pensions de base et complémentaires. Les prestations de la branche famille, peu revalorisées du fait de la faible inflation, ralentissent également. À l'inverse, d'autres prestations restent dynamiques, comme l'allocation aux adultes handicapés, le revenu de solidarité active ou encore les bourses étudiantes.

Alors que le revenu disponible brut des ménages progresse de 1,1 %, leurs dépenses de consommation finale sont en hausse de 0,6 % en valeur. Leur taux d'épargne croît donc de 0,5 point, pour atteindre 15,1 % en 2014, alors qu'il baissait graduellement depuis 2009 (*figure 4*).

## 2 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



\* Administrations publiques.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, ils consomment également des biens et services dont le coût est pris en charge par la collectivité : éducation, santé, allocations logement,

etc. En 2014, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, est plus dynamique que le revenu disponible brut (respectivement + 1,3 % et + 1,1%). Il bénéficie en effet de la poursuite de la hausse des transferts sociaux en nature (+ 2,1 % en 2013 comme en 2014). Celle-ci est portée à la fois

par la partie marchande (+ 2,8 % après + 2,4 %), liée notamment aux remboursements de médicaments, et les dépenses non marchandes comme la santé ou l'éducation (+ 1,8 % après + 1,9 %).

### 3 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

	à prix courants, en milliards d'euros, en %			Niveau 2014
	Évolution en % (sauf italiques)			
	2012	2013	2014	
<b>Produit intérieur brut, dont :</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>0,8</b>	<b>2 132,4</b>
Valeur ajoutée au prix de base	1,3	1,4	0,6	1 910,2
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits (1)	1,8	1,8	2,3	222,2
<b>Revenu national brut</b>	<b>0,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,2</b>	<b>2 174,5</b>
<b>Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie</b>	<b>0,2</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>2 122,7</b>
<b>Valeur ajoutée brute des secteurs</b>				
Valeur ajoutée des entreprises	1,0	1,2	0,2	1 301,4
Sociétés non financières	1,3	0,9	0,3	1 073,6
Entreprises individuelles	-0,2	0,0	-0,5	133,8
Sociétés financières	-0,6	7,2	0,1	94,0
Valeur ajoutée des administrations publiques	2,0	1,9	1,5	360,2
<b>Éléments de partage de la valeur ajoutée</b>				
Rémunération des salariés des entreprises	2,3	1,1	1,6	793,1
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	-1,7	0,6	-0,4	467,6
Rémunération des salariés des administrations	1,8	1,7	1,9	278,2
<b>Sociétés non financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	-1,8	-1,1	-0,6	315,8
Revenus de la propriété nets versés	13,6	-12,8	-13	63,4
Épargne brute	-8,9	3,1	3,4	185,8
Formation brute de capital fixe	1,2	1,2	1,7	247,9
Variation des stocks	-13,2	0,9	5,7	9,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-9,4	7,8	-3,6	-50,5
Taux de marge (2)	-1,0	-0,6	-0,3	29,4
Taux d'autofinancement (3)	-8,0	1,4	1,3	74,9
<b>Sociétés financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	-7,1	20,1	1,0	36,5
Formation brute de capital fixe	15,9	-15,2	4,8	16,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-7,1	-9,6	-2,2	5,0
<b>Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)</b>				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI (4)	1,7	0,9	0,6	177,0
Revenu mixte net des EI	-1,1	-1,2	-1,0	86,6
Salaires nets reçus	1,7	0,5	1,3	715,7
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature (5)	3,8	2,8	2,3	468,3
Revenus de la propriété nets reçus	-3,7	2,9	-2,2	110,5
Impôts courants	9,0	4,3	1,4	210,8
Revenu disponible brut	0,5	0,7	1,1	1 342,3
Dépense de consommation finale	1,2	1,2	0,6	1 139,0
Revenu disponible brut ajusté	0,9	1,0	1,3	1 720,1
Consommation effective des ménages	1,4	1,4	0,9	1 516,8
Épargne brute	-2,9	-1,9	4,3	203,3
Formation brute de capital fixe	-0,6	-1,5	-3,5	115,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-6,5	-3,3	11,2	81,8
Taux d'épargne (6)	-0,5	-0,4	0,5	15,1
Taux d'épargne financière (7)	-0,5	-0,3	0,8	6,1
<b>Relations avec le reste du monde</b>				
Exportations de biens (FAB)	3,0	0,8	0,7	446,4
Importations de biens (FAB)	1,2	-2,0	-0,8	478,5
Exportations de services - importations de services	0,7	-7,7	-6,7	-7,1
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	-26,2	3,0	6,9	-9,6
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation</b>	<b>-18,5</b>	<b>8,7</b>	<b>7,0</b>	<b>-48,9</b>

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

(3) Épargne brute / formation brute de capital fixe.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y.c. les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation.

(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA).

(6) Épargne brute / revenu disponible brut.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

### Le taux de marge des sociétés non financières se dégrade de nouveau

En 2014, la rémunération des salariés (y compris cotisations) des sociétés non financières augmente plus rapidement que leur valeur ajoutée (respectivement + 1,7 % et + 0,3 % en valeur). À l'inverse, les impôts sur la production nets des subventions baissent nettement (- 16,8 %) du fait de la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). L'impact du CICE ne suffit toutefois pas à compenser le dynamisme des salaires, de sorte que l'excédent brut d'exploitation se contracte (- 0,6 %), mais moins fortement qu'en 2013 (- 1,1 %). Le taux de marge perd ainsi 0,3 point par rapport à 2013 pour s'établir à 29,4 %, son niveau le plus bas depuis 1985 (28,4 % ; figure 5).

Les sociétés non financières bénéficient cependant d'une évolution favorable du solde des revenus financiers. Si les dividendes nets versés progressent légèrement du fait de meilleurs résultats en 2013 qu'en 2012, la charge nette d'intérêts s'allège à la faveur de la baisse des taux d'intérêt. En conséquence, malgré la légère dégradation de l'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières, leur épargne s'accroît en 2014 (+ 3,4 %, après + 3,1 % en 2013).

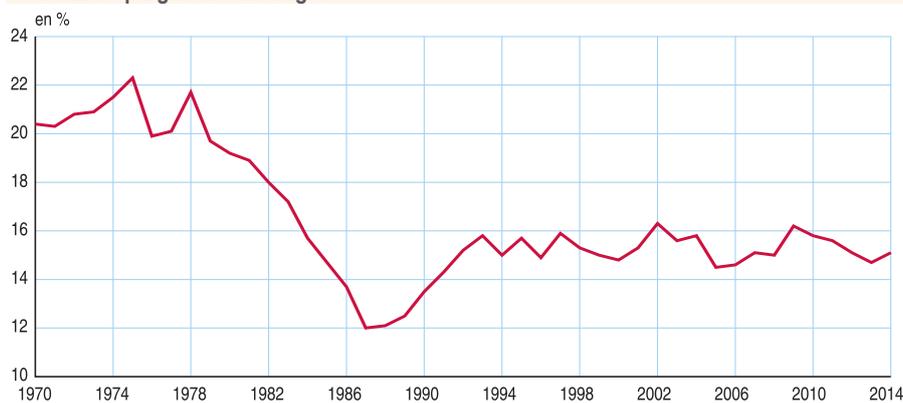
L'investissement des sociétés non financières est un peu plus dynamique en 2014 qu'en 2013 (+ 1,7 % après + 1,2 %). La progression de l'épargne étant plus forte, le taux d'autofinancement progresse (+ 1,3 point) pour la deuxième année consécutive et s'établit à 74,9 %.

### L'activité des sociétés financières est stable en 2014

La valeur ajoutée des sociétés financières marque le pas en 2014 (+ 0,1 % après + 7,2 % en 2013). Cette stabilité est le fruit d'évolutions contrastées au sein du secteur.

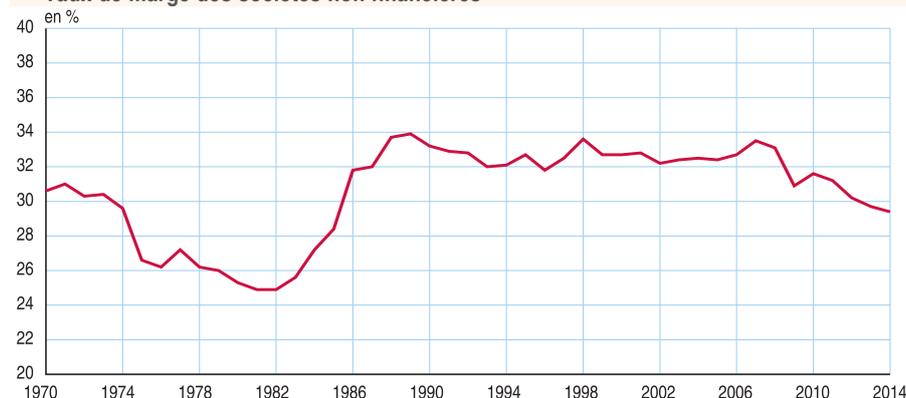
La valeur ajoutée des banques continue de croître en 2014 à un rythme proche de celui de 2013 (+ 6,4 % après + 6,0 %). Cette croissance de l'activité est surtout imputable à la diminution des taux d'intérêt, qui se traduit par une augmentation des marges d'intermédiation. La production de services facturés est également orientée à la hausse. À l'inverse, la valeur ajoutée des sociétés d'assurance baisse très nettement (- 27,4 % après + 17,5 % en 2013). Cette baisse est entièrement due à la diminution des rendements de l'assurance vie, les encours étant en augmentation de 4,0 % sur l'année. ■

#### 4 Taux d'épargne des ménages



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

#### 5 Taux de marge des sociétés non financières



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

#### Encadré 2 Au-delà du PIB, le revenu national disponible

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays. Cet indicateur est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Toutefois, une partie de l'activité enregistrée dans un pays sert à rémunérer des capitaux étrangers, ainsi que le travail transfrontalier effectué par les non-résidents. À l'inverse, une partie des ressources des résidents provient des revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires perçus suite à des activités réalisées à l'étranger. C'est la raison pour laquelle la commission « Stiglitz » sur la mesure des performances économiques et du progrès social a recommandé de mettre l'accent sur le revenu national brut (RNB) plutôt que sur le produit intérieur. Cette démarche peut s'étendre jusqu'au revenu national disponible brut (RNDB), qui prend également en compte d'autres flux de revenus avec l'extérieur (contributions à l'Union européenne, prestations sociales, etc.).

En 2014, le PIB croît de 0,8 % en valeur. La progression du RNB est plus forte (+ 1,1 %) en raison de l'amélioration du solde des revenus de la propriété (reçus moins versés au reste du monde). Le solde des autres flux de revenus avec l'extérieur étant stable, la progression du RNDB est très proche de celle du RNB (+ 1,2 %).

#### Encadré 1 Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat

La publication du compte provisoire de l'année 2014 s'accompagne de la publication des comptes définitif (2012) et semi-définitif (2013), qui actualisent les estimations précédentes (mai 2014). Pour 2012, la croissance du PIB est abaissée de 0,2 point, à + 0,2 % dans la version définitive du compte ; à l'inverse, la croissance pour 2013 est rehaussée de 0,4 point, à + 0,7 %, dans la version semi-définitive du compte.

Pour l'année 2014, les comptes trimestriels pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2014 avaient publié une première estimation de la croissance du PIB, à + 0,4 %. Cette estimation était corrigée de l'effet des jours ouvrables, qui est neutre en 2014. Par conséquent, à concepts comparables, l'évolution du PIB est revue de 0,2 point à la baisse pour 2014. Cette révision provient du cumul de révisions modérées sur les différentes composantes du PIB.

Dans le compte provisoire 2014, l'augmentation du revenu disponible brut des ménages est atténuée de 0,5 point par rapport aux comptes trimestriels, en raison notamment d'une dégradation du solde de leurs revenus du patrimoine. La croissance de leur taux d'épargne n'est en revanche pas révisée (+ 0,5 point), de même que la dynamique du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages.

Une note consultable sur le site internet de l'Insee détaille l'ensemble des révisions intervenues sur les comptes 2012, 2013 et 2014 ; elle en précise l'origine en termes de sources d'information.

#### Bibliographie

- Cheloudko P., Larriou S. *et al.* « Les comptes des administrations publiques en 2014 », *Insee Première* n° 1548, mai 2015.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Direction Générale :  
18, bd Adolphe-Pinard  
75675 PARIS CEDEX 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Luc Tavemier  
Rédacteur en chef :  
E. Nauze-Fichet  
Rédacteurs :  
J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,  
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu  
Maquette : P. Thibaudeau  
Impression : Jouve  
Code Sage IP151549  
ISSN 0997 - 3192  
© Insee 2015

• *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :  
[www.insee.fr/collections-nationales](http://www.insee.fr/collections-nationales)

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) :  
<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :  
<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

